

Chronique de l'Agence centrale des prisonniers de guerre (92^e article)

Allemands.

Cartes et listes. — Du 1^{er} au 31 mai le Service allemand de l'Agence a enregistré l'arrivée de 3327 cartes de capture. Sur ce total 1487 cartes proviennent des Autorités tchécoslovaques ; 1421 des Autorités polonaises ; 341 sont transmises de Grande-Bretagne ; 70 de France et huit des zones d'occupation américaines en Allemagne et en Autriche.

Il faut ajouter à ces renseignements 23 fiches individuelles de prisonniers envoyées de la zone d'occupation française en Allemagne.

De plus l'Agence a reçu en mai les listes nominatives suivantes :

de France : un état de 1468 prisonniers de guerre allemands transférés d'Afrique du Nord en France.

de l'Empire britannique : une nomenclature de 75 prisonniers de guerre évadés d'Italie ; une liste donnant les noms de 18 internées allemandes au camp d'Alberobello (transmise par la délégation du Comité international à Rome).

du Canada : une nomenclature de 26 prisonniers de guerre évadés.

A ces indications il faut ajouter des listes, dossiers et actes de décès ainsi que des certificats d'inhumation reçus des Etats-Unis, de l'Empire britannique, de France, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, concernant 2311 militaires.

Enfin, un certain nombre de documents et de procès-verbaux d'exhumation transmis de France, de Belgique, des Etats-Unis et d'Autriche ont été remis directement au Service en liquidation du Bureau de recherches de l'ancienne armée allemande (Wast), sans être examinés par l'Agence.

Correspondance.

Au 31 mai, le nombre des « messages Croix-Rouge »¹ reçus à l'Agence atteignait 1.624.991 dont 795.941 ont pu être transmis à leurs destinataires.

¹ Cf. *Revue internationale*, février 1946, p. 117.

Agence centrale des prisonniers de guerre

Espagnols.

La suspension des relations postales directes entre l'Espagne et la France et son Empire, suspension qui se prolonge, a eu pour conséquence une nouvelle activité du Service espagnol de l'Agence.

En effet, de nombreux ressortissants espagnols nés en France ou ayant des attaches familiales dans ce pays, réclament des pièces d'état civil — actes de naissance ou de mariage — dont ils ont un urgent besoin. Ces documents sont transmis à leurs destinataires par l'Agence.

D'autre part, en 1939, lorsque prit fin la guerre civile, un certain nombre d'Espagnols avaient émigré en France. Beaucoup d'entre eux y sont demeurés pendant toute la guerre. Afin de ne pas attirer l'attention des Autorités allemandes, ils se sont abstenus, durant l'occupation, de transmettre des nouvelles à leur famille en Espagne. L'Agence a été amenée de ce fait à ouvrir de nombreuses enquêtes aux fins de rechercher l'adresse actuelle de ces personnes qui souvent, au cours de ces huit années, ont changé plusieurs fois de domicile ; ces recherches ont été faites en collaboration avec la Croix-Rouge espagnole et les organisations espagnoles en France.

En outre, la fermeture de la frontière entre l'Espagne et la France a empêché maintes fois les membres d'une même famille de se regrouper. L'Agence est intervenue à maintes reprises à ce propos auprès des Croix-Rouges espagnole et française afin que soient entreprises les démarches nécessaires pour que des femmes et des enfants puissent rejoindre leur famille.

De plus, de nombreuses requêtes ont été adressées à l'Agence au sujet d'Espagnols internés dans leur pays même, requêtes qui ont été transmises au délégué du Comité international à Madrid. Des informations concernant les personnes internées sont parvenues à Genève.

Enfin, des familles espagnoles, habitant l'Allemagne ou l'Autriche à la fin des hostilités, se sont adressées à l'Agence pour qu'elle leur transmette des documents attestant leur nationalité, en vue de leur rapatriement.

Des démarches de ce genre sont également faites par des femmes d'origine espagnole ayant épousé des Allemands ou

Agence centrale des prisonniers de guerre

des Autrichiens et qui, dans les circonstances actuelles, désirent regagner leur pays d'origine.

De janvier 1946 à mai 1947, le Service des messages civils a reçu de la Croix-Rouge espagnole 15.000 messages à destination de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche.

Personnel et bâtiments.

A fin avril, les Services du Comité international et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre groupaient 766 collaborateurs dont 625 rétribués et 54 bénévoles. Sur ce nombre, 612 personnes sont occupées dans les bureaux installés à Genève même. La répartition de ces collaborateurs entre les divers immeubles s'établit comme suit :

| | |
|---|----------|
| Pregny (Comité international) | 277 |
| Palais du Conseil Général (Agence et Administration) | 208 |
| Palais Wilson et annexe (Agence, Secours, Administration) | 89 |
| Autres bâtiments. | 33 |
| Entrepôts | <u>5</u> |
| | 612 |

Au personnel travaillant à Genève même, il faut ajouter les collaborateurs qui participent à l'activité de l'Agence dans un certain nombre de localités de Suisse — soit 50 personnes — ainsi que les délégués et correspondants du Comité international à l'étranger au nombre de 104.

Indiquons à titre de comparaison que le Comité et l'Agence occupaient :

| | |
|-------------------------|---------------------|
| en avril 1943 | 3090 collaborateurs |
| en avril 1944 | 2869 » |
| en avril 1945 | 3921 » |
| en avril 1946 | 2066 » |

Service télégraphique.

D'avril à mai 1947, le nombre des télégrammes adressés au Comité international et à l'Agence a été de 318 (165 en avril, 153 en mai) et celui des expéditions de 188 (93 en avril, 95 en mai).

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Les dépenses occasionnées par ces transmissions s'élèvent à fr. 3.857,35.

De septembre 1939 à mai 1947, le nombre des communications télégraphiques reçues a été de 347.816 ; celui des messages transmis est de 219.098. Le total des dépenses occasionnées par ces communications a été de fr. 5.925.461,95.

André MAYER,

*Professeur au Collège de France.
Président du Comité exécutif de l'Organisation des
Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.*

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

En pleine guerre, en 1943, le Président Roosevelt convoquait, à Hot Springs (Virginie), une Conférence des Nations Unies. L'objet qu'il lui assignait, c'était de travailler à accomplir la première des « libérations » qu'il proposait comme but idéal aux Démocraties : libérer les hommes de la misère et de la faim. La Conférence devait étudier le problème de l'Alimentation et de l'Agriculture. Le problème est vieux comme l'Humanité même. Pourquoi donc le soulevait-on à ce moment ? C'est qu'un nouveau et puissant mouvement d'idées poussait à le faire. Depuis dix ans, un petit groupe d'hommes tentait de faire comprendre que, pour la première fois dans l'Histoire, l'Humanité se trouvait efficacement armée pour s'attaquer à ce vieux fléau, la faim.

I. LE PROBLÈME MONDIAL DE L'ALIMENTATION

On ne peut lutter efficacement contre un fléau que si on le connaît bien. Pendant des millénaires, les hommes n'ont composé leur alimentation que grâce à une série d'essais et d'erreurs. C'est qu'ils n'en avaient qu'une notion imparfaite et empirique.